

EURACTIV

L'EUROPE SOCIALE À L'HEURE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

EVENT REPORT | FÉVRIER 2019
<http://eurac.tv/9Q2C>

PLACE
DE LA SANTÉ

Une initiative
de la

MUTUALITÉ
FRANÇAISE



L'EUROPE SOCIALE À L'HEURE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

EVENT REPORT | FÉVRIER 2019
<http://eurac.tv/9Q2C>

Table des matières

«Les citoyens ne perçoivent pas l'Europe comme
une réponse aux défis sociaux»

4

Les citoyens s'emparent de
l'Europe sociale avant les élections

6

Construisons ensemble
l'Europe sociale de demain !

8

INTERVIEW

«Les citoyens ne perçoivent pas l'Europe comme une réponse aux défis sociaux»

.....

EURACTIV.fr



Matthias Savignac est vice-président de l'AIM (Association Internationale de la Mutualité), délégué aux questions internationales à la Mutualité Française.

À l'approche des élections européennes, la dimension sociale de l'Europe reste une grande inconnue aux yeux des citoyens européens.

Matthias Savignac est vice-président de l'AIM (Association Internationale de la Mutualité), délégué aux questions internationales à la Mutualité Française.

Les élections européennes se tiendront le 26 mai prochain. Quel bilan tirez-

vous du dernier quinquennat européen en matière sociale ?

Sur la dernière décennie, très peu de textes européens se sont attachés à légiférer sur les questions sociales, l'accès à la santé ou la santé environnementale. L'Europe est restée concentrée sur des considérations principalement économiques.

En 2017, l'adoption du socle européen des droits sociaux a constitué une étape. Mais il s'agit

d'avantage d'une grille de lecture permettant d'évaluer les politiques sociales des États membres, à l'aune du plus petit dénominateur commun. Ce n'est pas un texte coercitif portant un objectif de convergence vers le haut en matière de droit social.

Cette idée de convergence vers le haut a été portée par l'Organisation internationale du travail (OIT) qui a proposé un socle de protection sociale.

Suite à la page 5

Suite de la page 4

Ce socle pourrait être repris au niveau européen en proposant un véritable « traité de convergence sociale » comprenant une harmonisation par le haut des droits sociaux.

On reproche souvent à l'Europe son inertie sur les sujets sociaux. Cette critique est-elle légitime ?

Même si les questions d'accès aux soins et de santé publique relèvent largement des États membres, l'Europe s'occupe de politique sociale, puisque cela fait partie de ses prérogatives. Mais est-ce que le citoyen se rend compte de cette action et la ressent dans sa vie quotidienne ?

Ce qui se passe en Italie, en Autriche, au Royaume-Uni avec le Brexit, montre que l'Europe est davantage perçue comme un frein aujourd'hui et que les citoyens ne voient pas l'utilité de l'UE dans leur vie quotidienne. Il y a une crise du vivre ensemble européen.

Justement, le Brexit a davantage été l'expression d'un rejet de l'Europe dans sa dimension plus sociale qu'économique.

Les Britanniques n'ont jamais critiqué les avantages économiques de l'Europe. Mais une communauté de destins, le vivre-ensemble, ne se bâtit pas sur une simple union économique.

En matière d'Europe sociale, le point de vue d'un État n'a de sens que s'il est mis en résonance avec celui des autres pays. C'est pourquoi nous lançons un grand débat afin de recueillir les attentes des Européens en santé, développement durable, emploi, data et protection sociale. Est-ce que les préoccupations des Français sont les mêmes ailleurs ? Est-ce que les enjeux sociaux sont perçus comme devant relever de l'Europe ? Nous poserons ces questions sur la

plateforme collaborative européennes. placedelasante.fr

Quels sont les sujets que vous souhaitez particulièrement mettre en avant ?

La santé environnementale est un bon exemple. C'est un thème fédérateur pour les Européens. Avec la santé environnementale, on peut traiter plusieurs des questions qui constituent le vivre ensemble européen : la mobilité, l'accès à la santé, l'écologie...

Aujourd'hui, l'Europe traverse une véritable crise du sens, dans un contexte de perte d'espérance collective : espérances libérales (emportées avec la crise de 2008), espérances collectivistes (balayées avec la chute du mur de Berlin), espérances politiques (comme le montre la crise des Gilets jaunes), espérances religieuses (avec la montée des obscurantismes). Le mouvement mutualiste peut contribuer à apporter des réponses à ces désespérances, avec son modèle d'entreprendre non-lucratif, démocratique et profondément laïque.

Certaines avancées ont eu lieu, par exemple le vote récent sur le congé parental et le congé paternité. Mais pour les Français, ces nouvelles règles ne changeront que très peu le congé parental et paternité existants. Comment valoriser les avancées européennes alors que le droit français est aussi — voire plus — protecteur ?

La plupart des décisions sur le volet social se prennent, au niveau européen, sur le critère du plus petit dénominateur commun. Résultat : de nombreux États comme la France ou la Belgique ont déjà des législations au moins aussi protectrices. Pour ces pays, il faut donc veiller à maintenir un bon niveau de couverture.

Au niveau européen, dans un contexte de crise économique et de fragilisation des systèmes sociaux,

il faudrait établir des standards collectifs, sans aller dans le sens d'une uniformisation par le bas.

Selon un récent sondage, la protection sociale des citoyens européens intéresse (18 %) des Français dans la perspective des élections européennes. Mais reste loin derrière le terrorisme, le chômage, l'immigration ou le climat. Comment l'expliquez-vous ?

Les citoyens ne considèrent pas l'Europe comme légitime sur cette question du social, car l'interlocuteur des citoyens sur ces questions-là, c'est l'État. Et l'Europe n'est pas encore perçue comme pouvant répondre aux défis sociaux. Pourtant l'Europe sociale est déjà présente de manière diffuse sur les questions de santé, emploi ou environnement — sujets au cœur des préoccupations des citoyens.

Comment comptez-vous mobiliser les électeurs autour de cette problématique de l'Europe sociale ?

Nous souhaitons entendre les citoyens français et européens sur les thématiques de l'Europe sociale dans la perspective des élections européennes. La Mutualité Française a lancé une plateforme collaborative dans l'ensemble des États membres qui va recueillir les attentes des citoyens de l'UE en matière d'Europe sociale. Ensuite, une dizaine de débats organisés en région devront permettre de faire émerger des propositions citoyennes. Qui seront ensuite mises au vote en ligne. À la fin de cette consultation, les propositions ayant recueilli le plus de soutien seront soumises aux candidats têtes de liste aux élections européennes lors d'un grand débat le 11 avril.

OPINION

DISCLAIMER: Toutes les opinions affichées dans cette colonne reflètent l'avis de l'auteur, pas celle d'EURACTIV.COM Ltd.

Construisons ensemble l'Europe sociale de demain !

Par La Mutualité Française | EURACTIV.fr



[Shutterstock]

Une Europe active sur les sujets de santé, d'environnement, du travail et de l'emploi constitue un des remèdes au sentiment de déconnexion des citoyens au projet européen.

L'Europe est suspendue aux élections prévues en 2019. L'instant est idéal pour réfléchir à ce que pourrait être l'Union européenne demain et, surtout, à ce que nous, les mutualistes, voulons qu'elle soit. Nous croyons

dans ses valeurs fondamentales et saluons l'acquis historique, sinon unique dans l'histoire des Hommes : la paix, l'avancée de la démocratie, de l'Etat de droit, le respect des droits de l'Homme, la liberté de circulation. Il reste remarquable que sur ce petit territoire, des langues et des cultures plurielles réussissent à se parler, à faire ensemble, alors qu'elles se sont fait la guerre.

Mais en soixante ans, l'Europe a changé, et le monde a changé. La

crise économique, financière et des dettes souveraines n'est toujours pas derrière nous. Elle a laissé son empreinte : l'augmentation de la pauvreté, des inégalités, le chômage, notamment des jeunes. Parallèlement, des transformations géopolitiques bousculent la capacité des

Européens à faire ensemble, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, des flux migratoires, du terrorisme

Suite à la page 7

Suite de la page 6

ou encore du numérique. Face à ces évolutions, l'Union ne pourra pas répondre comme elle en a pris l'habitude, à savoir en élargissant le marché, en abattant les frontières, en instaurant un grand espace de mouvement pour tous les Européens. Surtout quand c'est à cette Europe que les Britanniques ont répondu « exit », en majorité. L'Union ne pourra pas non plus se limiter à sa « clientèle » habituelle.

Historiquement, sa politique agréée les entreprises, les étudiants, les personnes diplômées et aisées. Cependant, l'Union européenne doit aussi bénéficier aux plus précaires, notamment les jeunes, qui pour certains y voient une menace plutôt qu'une opportunité.

Si tous les citoyens sont en quête de rassurance et de sécurité, une opposition tend à s'imposer entre ceux qui ont pu profiter de la construction européenne, et ceux qui souffrent d'inégalités et demandent à l'Europe protection. Parmi eux, beaucoup s'interrogent sur la raison d'être même de l'Union – Quels sont ses buts ? A-t-elle encore

un avenir ? – quand elle n'est pas dépeinte en cheval de Troie de la mondialisation.

D'autres encore, simplement résignés, indifférents, considèrent déjà cette histoire comme ne les concernant plus. Renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale est, selon les traités, l'un des principaux objectifs de l'Union. Du chemin reste à parcourir, au vu du nombre de citoyens qui se sentent exclus du projet européen. L'Europe doit pouvoir garantir la sécurité de tous, physique et économique. Elle doit, à nouveau, améliorer le quotidien de ses habitants, protéger l'environnement dans lequel ils vivent. Elle doit porter de manière audible un discours protecteur, pour regagner la confiance des citoyens.

Il est urgent de renouer avec un récit européen, de l'incarner. L'enjeu, c'est de pouvoir dire « Nous, les Européens », et non plus « Eux, à Bruxelles », ou encore « Eux, les continentaux », comme on a pu l'entendre au Royaume-Uni. Les identités locales et nationales ne sont pas en contradiction avec une identité européenne. Au contraire, l'identité européenne s'est construite sur l'histoire, la culture, et les valeurs nationales et locales. Le thème de la protection a été au cœur des consultations citoyennes organisées par la Commission européenne. On y a beaucoup parlé d'Europe sociale, de la santé, des solidarités, de l'environnement, du travail et de l'emploi. Or, c'est précisément sur ces points que l'Union manque aujourd'hui de souffle, d'idées, de volonté politique partagée. La proclamation du socle européen des droits sociaux a ouvert la porte à un nouveau visage de l'Europe : une Europe sociale qui protège ses citoyens, et qui a la capacité de satisfaire leurs besoins concrets de santé et de protection sociale.

Les mutuelles, en tant qu'acteurs de l'économie sociale, sont un acteur incontournable dans la mise en œuvre de ce socle européen des droits sociaux. Les mutuelles contribuent à la croissance économique et à la création d'emplois tout en mettant en première ligne les valeurs de solidarité, d'inclusion sociale, la primauté de la personne, et de l'objet social sur le capital et la gouvernance démocratique.

Pour rédiger ce Manifeste, nous, les mutualistes, acteurs européens de la société civile et du progrès social, croyons dans une mobilisation citoyenne dans les 28 Etats membres, à laquelle nous comptons contribuer ces prochaines semaines. Le modèle mutualiste est capable de fournir des réponses aux crises économiques, sociales et démocratiques que l'Europe traverse. Notre ambition est de ranimer les idées qui ont sous-tendu la création de l'Union, en plaçant

l'avenir de la protection sociale en Europe au cœur des débats politiques nationaux. A notre échelle, nous voulons porter une vision de l'Europe, juste, redistributive, respectueuse de l'humain et de l'environnement. Nous voulons croire que ce sont les valeurs de solidarité, notre conception de l'organisation de la vie en société, qui nous caractérisent en tant qu'Européens. Citoyens européens, ayons le courage de défendre une certaine idée de la construction européenne, sur l'ensemble des sujets qui rongent aujourd'hui sa légitimité. En d'autres termes, si nous voulons la paix, cultivons la justice.

Une initiative de la Mutualité Française

Co-signataires

AIM Healthcare and social benefits for all ; fimiv, Federazione Italiana della mutualita integrativa volontaria ; Associaçao Mutualista Montepio Juntos por todos ; vdek Die Ersatzkassen, Knappschaft ; La Mutualité Française ; Mutualité chrétienne, Solidaris, Sozialversicherungsanstalt der Bauern ; SVLFG sicher & gesung aus einer Hand

Les citoyens s'emparent de l'Europe sociale avant les élections

Par Cécile Barbière | EURACTIV.fr



Moderator Camille Marguin during the workshop.

Consultés sur l'avenir de l'Europe sociale après les élections européennes lors d'un atelier, les citoyens français ont fait montre d'une ambition sociale élevée.

Les Français seraient-ils plus européens que leurs représentants politiques ? Lors d'un atelier débat organisé à Paris le 19 février sur le thème de l'Europe sociale par la Mutualité française, les participants ont listé une douzaine de propositions pour réformer l'Europe sociale.

Parmi les propositions retenues, l'ambition est au rendez-vous. Consultés sur les thématiques de l'emploi, de la santé, de l'environnement et de la solidarité, les participants ont retenu 12 mesures.

Parmi ces mesures mettre en place un service civique obligatoire d'une durée de 1 an dans un autre pays européen sur un projet de solidarité pour les jeunes entre 16 et 30 ans, mais aussi repenser les modes de décision de l'Agence européenne du médicament en réglementant l'influence des

lobbys. Sur le volet environnement, la quarantaine de personnes présente voudrait que l'UE investisse dans les entreprises agricoles qui utilisent des techniques durables et stoppe les financements aux entreprises polluantes notamment en réorientant l'attribution des fonds européens.

Une idée ambitieuse à l'heure où l'Union européenne peine à s'accorder sur l'interdiction du glyphosate.

Le résultat des trois heures

Suite à la page 9

Suite de la page 8

d'atelier tient sur quelques pages. Mais l'exercice d'élaboration des propositions citoyennes sur l'Europe sociale mis en branle par la Mutualité française va se poursuivre dans d'autres régions – 11 au total. Un processus qui devrait faire émerger un nombre important de propositions, qui seront ensuite départagées via une votation en ligne.

La dernière étape décisive sera celle d'un débat entre candidats tête de liste aux élections européennes, prévu le 11 avril. « Les propositions ayant recueilli le plus de soutien seront soumises aux candidats têtes de liste aux élections européennes », a expliqué Matthias Savignac, vice-président de l'AIM (Association Internationale de la Mutualité) dans une interview.

« Nous voulons entendre les candidats parler d'Europe sociale » explique le président de la Mutualité française Thierry Beaudet dans un message vidéo en préambule de l'atelier-débat.

UN EXERCICE PÉRILLEUX

L'exercice n'est pas aisé. « L'objectif de la matinée c'est de créer 6 propositions, en étant à l'écoute des autres et en respectant le temps de parole de chacun. Mais surtout, il faut être concret » explique Camille, l'animatrice du groupe de travail sur la solidarité. Autour de la table, la dizaine de participants écoute attentivement les consignes avant de passer au débat. « Par exemple, supprimer la pauvreté ou arrêter le réchauffement climatique n'est pas une proposition » poursuit-elle.

« La première étape c'est de définir ensemble ce qu'on inclut dans la thématique de la solidarité », explique l'animatrice. Pour prendre connaissance des enjeux de solidarité au niveau européen, les participants se penchent sur des cartonnés qui reprennent les grands sujets : accès

au logement dans les différents pays européens, réussite dans l'enseignement secondaire, nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté, etc.

Autre garde-fou imposé aux participants: il faut que les propositions aient une portée européenne et soient réalisables par les élus européens. Un exercice d'équilibriste dans lequel certains se perdent en proposant des mesures hors des clous, comme « imposer la méthode syllabique pour apprendre à lire aux enfants ».

L'exercice de l'atelier débat permet d'écartier les fausses bonnes idées, et d'affiner certaines propositions. Ainsi, la proposition de « garantir l'accès aux nouvelles technologies au sein de l'UE » devient « imposer aux opérateurs de consacrer une partie de leurs bénéfices à la couverture des zones blanches » lors d'un deuxième tour de table.

La proposition de « faire de l'Union européenne une dynamique sociale face à l'irréversible besoin de solidarité » est écartée. « Elle exprime une finalité, mais ce n'est pas assez précis pour être mis en œuvre » pointe une participante.

Certains sujets resteront hors des propositions adoptées par jugement majoritaire à l'issue de l'atelier, au grand dam de certains. « Je suis assez étonnée qu'il n'y ait pas de proposition sur les sans-abri, c'est des sujets de riches qui ont été proposés ! » regrette une participante.

Les 10 ateliers débats qui se tiendront jusqu'en avril dans toute la France devraient permettre d'élargir le débat à d'autres thématiques.



Pour de plus amples
informations sur les
éditions spéciales
d'**EURACTIV**

Contactez-nous

Aline Robert

Editor-in-Chief France
aline.robert@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 03

Amandine Viguié

Responsable Marketing & Événementiel
amandine.viguie@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 01